

OPINIONS

ANALYSE

« L'énigme de Québec » n'est pas nouvelle

Un réflexe conservateur ou plutôt politique?

Simon Langlois

Professeur au département
de sociologie de l'Université Laval

L'élection de sept députés conservateurs dans la ville et la région immédiate de Québec a surpris. Les Montréalais se pincent et regardent — avec étonnement! — ce qui se passe en ce moment dans leur capitale. Et les médias dépêchent des envoyés spéciaux et interrogent les spécialistes de l'Université Laval, un peu comme on le fait avec une ville soudainement atteinte d'un tsunami ou d'un ouragan.

Certains commentateurs parlent avec condescendance de la «ville de province traditionnelle» et d'autres expliquent ce résultat électoral «par la montée du conservatisme à Québec» (*dixit* M. Paquette du Bloc québécois). Cette analyse est courte et incomplète.

«L'énigme de Québec» n'est pas nouvelle. Les voyants lumineux sont allumés au rouge depuis longtemps. La faiblesse du vote pour la souveraineté en 1995 dans la région de Québec est connue. Dix ans plus tard, il existe un écart plus grand entre la capitale et le



Simon Langlois

reste du Québec pour ce qui est de l'appui à l'option souverainiste (50% d'appui à la souveraineté à Québec, plus de 60% ailleurs chez les francophones). La dernière élection provinciale a révélé la défection de la région de la capitale pour le Parti québécois. Et la faiblesse du Bloc vient maintenant confirmer la tendance.

Vote conservateur à Québec? Attention ici à l'amalgame. Le conservatisme en question est très différent de celui qui s'exprime en Alberta, qui lui-même est proche de la droite religieuse américaine. Les conservateurs de Québec ne veulent pas revenir sur les questions de l'avortement ou du mariage gai et la question des armes à feu n'est pas discutée. Le conservatisme québécois est plutôt dans la ligne de celui des *whigs* britanniques, et non pas du conservatisme moral et religieux. Il est plus politique que moral.

Voyons les choses autrement. Le vote québécois a été très rationnel et compréhensible en ce début de 2006. Québec est une capitale politique, habituée à l'exercice du pouvoir provincial et ses élites ont aussi toujours été bien présentes dans le pouvoir exécutif

fédéral, sauf depuis deux décennies. Or, depuis 16 ans, les dossiers de la capitale n'avancent pas: on a un aéroport de misère, la relance du dernier chantier maritime québécois à Lévis tarde, les PME de la région en arrachent (le textile notamment), le pont de Québec rouille en place, pas de projet fédéral ferme pour le 400^e anniversaire de la ville, etc. Tous ces

dossiers sont marqués par l'inaction du gouvernement fédéral et les élites locales ont souvent enfoncé le clou pendant la campagne électorale. Pendant que les libéraux et le Bloc s'affrontaient sur des enjeux abstraits (le prochain référendum), les conservateurs locaux s'engageaient dans ces dossiers...

En accord avec leurs concitoyens du reste du Québec, les Québécois de la capitale étaient mûrs pour défaire les libéraux. Qui plus est, les libéraux de la place étaient complètement désorganisés et en crise interne, marqués à la fois par le scandale des commandites et par le désaveu au sein de leur propre parti (MM. Jean Pelletier et Marc-Yvan Côté).

Pourquoi les Québécois de la capitale n'ont-ils pas voté Bloc? Parce que je crois que le Bloc, tout comme le PQ d'ailleurs, a échoué depuis 10 ans à les convaincre des avantages de la souveraineté politique pour eux, pour leur capitale, contrairement à ce qu'il a fait en région et à Montréal.

Les élites des régions en effet se tournent vers le gouvernement québécois quand ça va mal et plusieurs voient les avantages éventuels d'un gouvernement qui aurait les pleins pouvoirs et les ressources pour soutenir leur développement.

À Montréal, les questions linguistiques continuent de préoccuper plusieurs électeurs francophones en contact concret avec l'anglais (en désespoir de cause, le Bloc a même joué la carte de la menace envers la loi 101 à cinq jours du vote récemment). Les souverainistes montréalais estiment que l'indépendance favorisera l'intégration des immigrants à la majorité francophone, en mettant fin au *nation building canadian* et au tiraillement qu'il implique chez les immigrants entre allégeances canadienne et québécoise.

Or, les facteurs langues et immigration ne jouent pas à Québec et,

contrairement aux régions, la capitale est le lieu même où s'exerce déjà le pouvoir. Alors, quelle a été la stratégie politique du PQ et du Bloc dans la région de Québec depuis 10 ans? Les observateurs (et les militants sans doute) la cherchent encore... Pas étonnant qu'ils voient maintenant moins de raisons d'appuyer le bloc ou le PQ, après l'avoir fait tant d'années. Et une certaine radio locale a enfoncé le clou, ce qui n'a pas aidé le mouvement souverainiste...

Bon nombre de citoyens de la capitale ont estimé, en 2006, que voter Bloc les enfermait dans une opposition peu productive et ils ont voté pour exercer le vrai pouvoir à Ottawa, c'est-à-dire dans le cabinet qui allait manifestement remplacer le gouvernement Martin. M. Harper a joué brillamment cette carte en visitant la région plusieurs fois et en promettant des changements qui ont plu aux électeurs et en laissant entendre une participation concrète au pouvoir. Réflexe conservateur? Plutôt réflexe bien politique. Michel Foucault disait: « Le pouvoir s'exerce »,

ce que savent tous les citoyens qui vivent dans une capitale.

Si M. Harper maîtrise sa droite moralisante, s'il prend distance avec le *nation building* à la Trudeau et s'il n'affiche pas la suffisance que les libéraux ont montrée en s'autoproclamant seuls gardiens des « valeurs canadiennes », s'il s'engage dans la voie du fédéralisme défini comme la souveraineté partagée (ce qu'il devrait être) – cela fait beaucoup de si, c'est vrai! – alors Québec (la ville) ne sera peut-être plus cette exception qui étonne en ce moment.

Les gens de Québec ont été en effet les premiers à être sensibles aux avancées (timides certes) de M. Harper. Mais si ce dernier livre quelque peu la marchandise, et si des ouvertures concrètes se dessinent, alors il y a un fort risque que le mouvement amorcé à Québec ne fasse tache d'huile aux prochaines élections fédérales qui viendront sans doute assez vite, gouvernement minoritaire oblige. On ne parlerait alors plus d'énigme mais bien de prémonition à propos de Québec. Seul l'avenir le dira.

Pour consolider son pouvoir, M. Harper a deux grands défis à relever: gouverner au centre et s'ouvrir à la différence québécoise, ce qui ne sera pas facile dans le parti qui est le sien, et ce qui n'est pas du tout acquis. Son conseiller québécois Hugh Segal, qui pousse dans ce sens, pourra toujours lui rappeler qu'il a reçu presque autant de votes au Québec qu'en Alberta, et que le potentiel de gains futurs est largement supérieur dans la belle province, exemple de la ville de Québec à l'appui.

Dans ce contexte nouveau et radicalement différent, le Bloc québécois se doit de revoir dès maintenant sa stratégie, et d'éviter de poser le problème seulement sur le terrain des valeurs et de la tradition. S'il veut regagner le cœur des électeurs qui ont fait défection, ne devrait-il pas plutôt expliciter les raisons de faire la souveraineté, à commencer par des raisons qui touchent les gens de la capitale? Les électeurs auraient alors à choisir entre les projets conservateurs et souverainistes, un débat plus intéressant que le rappel incessant de scandales dont on a tous marre.